



Pour que
vivent
nos langues

Réponse des candidats

Département : 31 Haute-Garonne

Numéro circonscription : 9

Candidat.e : Arrighi Christine

Suppléant.e : Martin Myriam

Nom de la liste ou du parti affilié : NUPES - EELV

1- La constitution

1- La censure partielle de la loi Molac en mai 2021 a montré que l'interprétation par le Conseil constitutionnel des articles 2 et 75-1 de la Constitution pouvait entraver le développement des langues régionales souhaité par une grande partie de la population et des élus.

Si vous êtes élu, comptez-vous agir au sein de votre groupe pour qu'il propose une révision de la Constitution en faveur des langues régionales ?

Oui

Si oui, quelles modifications vous semblent les plus judicieuses, et à quelle échéance ?

Il sera nécessaire de mettre en œuvre les modifications pour permettre l'application pleine et entière de la loi Molac. Cela passe par la modification de l'article 2 permettant la ratification de la charte européenne dès que possible.

2 - La circulaire du 16 décembre 2021

2- Suite à la censure partielle de la loi Molac, le ministère de l'éducation nationale a publié le 16 décembre 2021 une circulaire précisant le cadre et les modalités de l'enseignement des langues régionales dont l'enseignement bilingue par immersion.

Vous engagez-vous, au sein de votre groupe politique, à faire respecter cette circulaire ?

Oui

Commentaires éventuels

Je m'y engage, même si cette circulaire ne règle pas la question des moyens. Cependant, à l'inverse de la loi, la circulaire n'est suffisamment sécurisante pour les parcours immersifs car elle peut être modifiée par les différents ministres, d'où la néces

3 - Les moyens dédiés

3- Actuellement l'enseignement des langues régionales souffre de l'insuffisance de moyens dédiés, de l'oubli de ses spécificités lors des réformes successives, de la mise en concurrence avec d'autres enseignements. Leur transmission est ainsi gravement compromise.

Si vous êtes élu, comptez-vous agir au sein de votre groupe pour qu'il ouvre le débat sur un statut, une place et des moyens ministériels spécifiques pour les langues régionales dans l'enseignement ?

Oui

Commentaires éventuels

EELV est favorable à une politique en faveur de la diversité de l'enseignement des langues, en particulier celles dites régionales. L'implication des territoires est par ailleurs nécessaire pour garantir la continuité entre l'enseignement primaire, second

4 - Usage dans la vie publique

4- De manière générale, la préservation des langues régionales est tributaire de leur usage régulier et de leur réappropriation dans la vie publique. Des modalités spécifiques permettraient leur utilisation généralisée dans notre société avec le français, langue commune de la République, là où elles sont en usage, pouvant aller jusqu'à un statut de co-officialité dans les territoires qui le demanderaient.

Êtes-vous favorable à cette reconnaissance ?

Oui

Si oui, quelles mesures suggèreriez-vous pour y parvenir ?

A l'heure actuelle, EELV n'a statué formellement sur la co-officialité que du Basque, du Corse et du Breton. Ceci dit, EELV est aussi favorable à accompagner l'utilisation de toutes les autres langues minorisées de France, occitan, alsacien, créoles... dans les services publics et les actes administratifs.

5 - Charte européenne sur les langues régionales

5- L'ambition de l'Europe est d'être un territoire de paix, de respect de la diversité, de créativité et de droit commun comme le rappelle l'article 2 des traités européens. En complément de la modification de la Constitution en France,

Êtes-vous favorable à la ratification, dans le respect des droits fondamentaux et sans clause interprétative, de la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires de 1992, signée par la France mais toujours pas ratifiée ?

Oui

Commentaires éventuels

Pour EELV, la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires doit être une première étape vers une attribution aux régions de la compétence linguistique dans le cadre d'un nouvel acte de la décentralisation, et la généralisati

6 - Enseignement sur l'horaire normal

6- Actuellement l'article 312-10 du Code de l'éducation issu de la loi d'orientation de 2013 n'est pas respecté par les services du Ministère de l'Éducation nationale et ces mêmes services ne souhaitent pas la mise en œuvre de l'article 312-11-2 issu de la récente loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion qui stipule que « la langue régionale est une matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires, des collèges et des lycées sur tout ou partie des territoires concernés, dans le but de proposer l'enseignement de la langue régionale à tous les élèves ».

Allez-vous exiger le respect de cet article et la mise en œuvre des moyens en heures et en personnels permettant son application ?

Oui

Si oui, par quelles mesures ?

Il faut accompagner les établissements scolaires dans cette démarche afin qu'ils disposent des moyens de mener ces cours dans un cadre convenable (Heures poste suffisante et horaires normaux. De nombreux postes seront mis au concours en langues régionales avec des dotations spécifiques.

7 - Médias, créations culturelles, spectacles vivants

7- Le Ministère de la Culture a aussi un rôle indispensable pour l'avenir de nos langues et leur contribution à la richesse et à la diversité culturelle de la France, à travers les médias, l'aide à la création et au spectacle vivant. Mais actuellement, faute d'un budget dédié suffisant, ce rôle reste très limité.

Prendrez-vous position pour que les moyens financiers et humains en faveur des langues dites "régionales" soient augmentés afin qu'ils soient plus en rapport avec leurs besoins et les enjeux qu'elles représentent ?

Oui

Commentaires éventuels

Pour EELV, il est nécessaire de diversifier et d'amplifier l'offre culturelle. Les langues de France dites « régionales » sont un élément important de la culture, et doivent bénéficier des moyens nécessaires pour vivre et se développer. La Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale a l'ambition de porter le budget de la culture à 1% du PIB contre 0,65% actuellement. Je veillerai à ce que la promotion des langues de France y trouve toute sa place.